



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

**Réponse du Premier ministre François FILLON
aux questions de François SAUVADET (groupe Nouveau Centre),
Daniel PAUL (groupe GDR), Christian JACOB (groupe UMP) et de
Jean-Marc AYRAULT (groupe SRC),
lors des questions au Gouvernement à l'Assemblée nationale**

Mardi 15 mars 2011

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,
Messieurs les Présidents de groupe,

Le Japon vient de subir l'un des quatre plus puissants tremblements de terre de l'histoire humaine, suivi d'un tsunami d'une violence extrême qui a sans doute causé des dizaines de milliers de morts. Cinq cent mille personnes vivent actuellement dans des refuges provisoires, manquent d'eau, de nourriture, de médicaments. C'est tout un pays qui tente de surmonter la pire tragédie de son histoire depuis 1945. Je veux d'abord adresser, au nom de la France tout entière, un message de solidarité, d'affection et de fraternité à la nation japonaise. La France salue le courage du peuple japonais qui se tient debout avec une dignité et un sang-froid qui forcent notre respect.

L'urgence est d'abord humanitaire, 114 personnels de la Sécurité civile sont sur place pour appuyer les secours. A la demande des autorités japonaises, nous préparons depuis ce matin l'envoi des équipements nécessaires à l'assistance aux personnes sans-abri. La France, qui préside le G20, prendra dans les prochaines heures, sous l'autorité du Président de la République, des initiatives pour venir en aide au Japon.

Mais l'urgence, vous l'avez soulignée, elle est maintenant aussi nucléaire. L'Autorité de sûreté nucléaire française vient de classer l'accident de Fukushima au niveau 6 sur une échelle qui en compte 7. L'enceinte de confinement d'un des réacteurs de Fukushima semble bien avoir été endommagée. Les piscines de stockage de combustibles usés sont également vulnérables. La radioactivité sur le site rend très difficiles et très dangereux les travaux nécessaires à la reprise en main de la situation. Le relâchement de gaz radioactifs dans l'atmosphère, jusqu'alors volontaire pour gérer les surpressions dans les réacteurs, pourrait prendre des proportions beaucoup plus importantes. Les vents soufflent désormais vers le Sud

et Tokyo se trouve déjà exposé à une augmentation anormale de la radioactivité, même si les données ne sont pas encore inquiétantes.

Notre premier devoir, c'est celui de la solidarité avec le Japon. Des spécialistes de radioprotection partiront pour Tokyo dans les heures qui viennent. Nous avons proposé au gouvernement japonais des matériels de secours et d'assistance et des experts de la sécurité nucléaire sont disponibles pour apporter leur concours à leurs homologues japonais.

Notre deuxième obligation est envers nos compatriotes vivant au Japon. Il y en a, en temps normal, près de 5 000 dans l'agglomération de Tokyo, sans doute un peu plus de 2 000 aujourd'hui. 280 parmi les personnes prioritaires, notamment les enfants, vont rentrer avec l'avion qui emmenait les agents de la Sécurité civile et les 10 000 pastilles d'iode destinées à nos ressortissants, au cas où la situation le justifierait. Nous avons proposé à ceux de nos compatriotes qui ne sont pas astreints à rester à Tokyo de rentrer en France ou de partir vers le Sud du Japon dès maintenant. Le Gouvernement a demandé à Air France de mobiliser des avions se trouvant en Asie pour répondre sans délai à la demande de nos ressortissants.

Enfin, nous avons renforcé la surveillance des retombées radioactives outre-mer et sur le territoire métropolitain. Toutes les balises de détection et de mesure de l'IRSN sont activées. Je voudrais indiquer à nos concitoyens que les résultats sont disponibles en continu sur le site Internet de l'IRSN. Enfin, l'Agence internationale pour l'énergie atomique mutualisera les informations utiles.

Cette situation au Japon suscite un débat sur notre politique nucléaire. Alors que les Japonais se battent contre la catastrophe, j'en appelle à la responsabilité et à la retenue. Il y a un temps pour chaque chose. Aujourd'hui, c'est le temps du soutien et de la solidarité avec le peuple japonais. Il y aura ensuite, le temps du retour d'expérience, nous devons tirer tous les enseignements de cette catastrophe pour renforcer la sécurité de notre parc nucléaire. C'est l'un des plus sûrs, c'est l'un des plus vérifiés, c'est l'un des plus transparents et je veux dire qu'il est tout aussi absurde d'affirmer que le nucléaire est condamné par cet accident que d'affirmer qu'il ne nous concerne pas. Nous n'éluderons aucune des questions posées par cette catastrophe.

Que s'est-il passé au Japon ? Deux catastrophes naturelles coup sur coup . Un tremblement de terre d'une puissance inégalée, plus un tsunami. Le tremblement de terre, les centrales y ont résisté. Le tsunami lui, a eu raison des systèmes de refroidissement. Eh bien, nous devons tenir compte de ce qui s'est passé au Japon. A quelle force de tremblement de terre peuvent résister chacune de nos centrales. A quel niveau d'inondation peuvent-elles faire face. Nous allons contrôler tout cela et nous le ferons en toute transparence. Et comme vous venez de le demander, les démonstrations de sûreté de chaque centrale en France seront contrôlées à la lumière des enseignements tirés de la catastrophe de Fukushima, et les résultats de ces contrôles seront rendus intégralement publics.

Mesdames et Messieurs les députés, la catastrophe de Fukushima nous rappelle à l'exigence d'une gestion toujours plus professionnelle de nos risques industriels et celle d'une totale transparence dans leur gestion. Mais elle nous rappelle aussi à une solidarité humaine qui transcende les frontières.